

Convention cadre relative à

l'Institut National Supérieur de l'Éducation Artistique et Culturelle (INSEAC)

Vu le Code de l'éducation et notamment ses articles L. 121-6, L. 312-8, D. 312-7 à D. 312-14 et D. 741-9 à D. 741-11;

Vu le décret n° 2025-223 du 10 mars 2025 instituant un délégué interministériel à l'éducation artistique et culturelle ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif associés à une université ou à une communauté d'universités et d'établissements ;

Vu la circulaire du 10 mai 2017 relative au développement d'une politique ambitieuse en matière d'éducation artistique et culturelle, dans tous les temps de la vie des enfants et des adolescents,

Il est établi la convention suivante :

Entre

L'État, à savoir :

- **Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche,**
Représenté par madame Élisabeth Borne, ministre d'État,
110 Rue de Grenelle, 75007 Paris,
Ci-après désigné par le « ministère de l'Éducation nationale »,
- **Le ministère de la Culture,**
Représenté par madame Rachida Dati, ministre,
3, rue de Valois, 75001 Paris,
Ci-après désigné par le « ministère de la Culture »,

L'Université de Rennes,

Représentée par monsieur David Alis, président,
Campus de Beaulieu, 263 avenue Général Leclerc, CS 74205, 35042 RENNES CEDEX,
Ci-après désignée par « l'Université de Rennes »,

L'Institut d'Études Politiques de Rennes, établissement composante de l'université de Rennes

Représenté par monsieur Pablo Diaz, Directeur
104, Boulevard de la Duchesse Anne, CS 50801, 35708 Rennes,
Ci-après désigné par « Sciences Po Rennes »,

PRÉAMBULE

Étant considéré :

qu'une structure nationale de formation et de recherche doit permettre de répondre durablement à l'accompagnement de la politique publique de l'éducation artistique et culturelle (EAC) ;

que cette structure peut contribuer à la cohérence nationale des formations – initiale ou continue – et des recherches et études dédiées à la formation EAC et identifiées comme telles ;

qu'il est souhaitable d'instituer une équipe de recherche dédiée, intégrée à une unité ou un groupement de recherche en EAC ;

qu'il est jugé utile que ce lieu soit situé sur un territoire d'expérimentation de l'EAC manifestant la volonté de s'engager sur le développement d'une structure et d'un campus d'enseignement supérieur spécifique ;

Il est donc confirmé :

qu'il est nécessaire de réaliser cinq objectifs :

- participer à la conception de modules de formation EAC pour l'ensemble des intervenants dans le cadre de la politique d'éducation artistique et culturelle ; étudier la faisabilité de rendre ces modules éligibles au compte personnel de formation (CPF) ;
- expertiser la possibilité de développer la certification des acteurs de l'éducation artistique et culturelle – dans les champs de l'éducation, de la culture et des collectivités territoriales – via une validation des acquis de l'expérience ou professionnelle (VAE/VAP) ;
- déployer un master de référence sur l'EAC (au sein de la mention Culture et Communication) ;
- constituer un référentiel national de compétences et de formation répondant aux attentes des publics visés et aux besoins de la politique interministérielle en matière d'EAC ;
- développer la recherche en EAC.

Au regard de ces ambitions, l'Institut National Supérieur de l'Éducation Artistique et Culturelle (INSEAC), créé en 2020 au sein du Cnam et du Cnam Bretagne, est transféré à Sciences Po Rennes.

En conséquence, les parties conviennent ce qui suit :

Article 1 – STATUT

Il est créé, au sein de Sciences Po Rennes, établissement public à caractère administratif, l'Institut National Supérieur de l'Éducation Artistique et Culturelle (INSEAC), implanté à Guingamp en tant qu'antenne spécifique de Sciences Po Rennes.

L'institut a vocation à rayonner sur l'ensemble du territoire national au service de la stratégie partagée par les ministères sur le développement de l'EAC. Dans cette perspective, l'institut pourra s'appuyer sur le réseau des Instituts d'Études Politiques offrant des services de proximité en France métropolitaine, en outre-mer et à l'international.

Dans le cadre du dialogue avec le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et du Ministère de la Culture, l'institut a aussi vocation à nouer des partenariats avec d'autres réseaux et partenaires relevant des ministères de tutelle, mais également avec tous les

partenaires institutionnels intégrant ou souhaitant intégrer une dimension formation en « EAC » dans leurs missions respectives.

Article 2 – OBJET

Les missions principales de l'INSEAC sont :

- la construction et la mise en œuvre d'une offre de formation et de certification professionnelle supérieure à destination des acteurs de l'éducation artistique et culturelle ;
- le développement et la structuration de la recherche en EAC ;
- l'accompagnement du rayonnement national de la diffusion de l'éducation artistique et culturelle auprès des acteurs professionnels, institutionnels et scientifiques de l'EAC à travers la conception d'un référentiel national de formation et de certification lié à l'EAC.

Article 2.1 – MISSIONS EN MATIÈRE DE FORMATION

L'institut a une mission d'ingénierie des compétences et de la formation visant notamment à :

- Concevoir une offre de formation continue et initiale certifiante et diplômante, correspondant aux différents niveaux de qualification, notamment d'un Master « Culture et communication », parcours « EAC ». L'Université de Rennes sera accréditée en vue de la délivrance de ce master. La mention sera pilotée financièrement et administrativement par Sciences Po Rennes sous la responsabilité pédagogique d'un enseignant-chercheur affecté à l'INSEAC. A cet effet, une convention de partenariat entre l'université de Rennes et Sciences Po Rennes sera conclue.
- Assurer une veille sur les dispositifs de formation existants en identifiant les bonnes pratiques et en les rendant visibles auprès des ministères de tutelle signataires de la présente convention.
- Contribuer à la conception de l'offre de formation en EAC au sein de la formation initiale des enseignants, portée par les Instituts Nationaux Supérieurs du Professorat et de l'Education (INSPE) et de leur formation continue, mise en œuvre par les Ecoles Académiques de Formation Continue (EAFC), des professeurs. Cette contribution au sein des formations pourrait prendre la forme d'unités d'enseignement (UE) en éducation artistique et culturelle et donner lieu à la délivrance de certificats.
- Concevoir une offre de formations modulaires adaptées aux perspectives de formation courtes et longues, en phase avec les opportunités ouvertes par la loi pour la Liberté « choisir son avenir professionnel ».
- Expertiser la possibilité de valider les acquis de l'expérience (VAE/VAP) aux professionnels de l'EAC et développer la formation en situation de travail (FEST).
- Favoriser l'accès à la formation en EAC sur l'ensemble du territoire national en concevant des dispositifs de formation à distance et/ou hybrides.

Article 2.2 – MISSIONS EN MATIÈRE DE RECHERCHE

Les missions de l'institut en matière de recherche et d'innovation consistent notamment à :

- Structurer la recherche sous forme d'une chaire partenariale « Education artistique et culturelle » qui permettra de former une équipe de recherche pluridisciplinaire s'intéressant notamment aux pratiques innovantes en matière d'EAC, à l'impact et aux effets de celles-ci, et s'inscrivant dans la stratégie de recherche de Sciences Po Rennes et de l'université de Rennes.
- Participer aux réseaux nationaux de recherche en EAC, en premier lieu le Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) « Arts et Education » pour compléter la pluridisciplinarité nécessaire au champ de l'EAC, en particulier dans le domaine des sciences de l'éducation et des neurosciences. Sciences Po Rennes s'engage à devenir « membre fondateur » du Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) « Arts et Education » regroupant le réseau le plus large possible des chercheurs en EAC, au plan national et international.
- Consolider et poursuivre des recherches spécifiques en « Laboratoire à ciel ouvert » via des expérimentations in situ, en réalisant des mesures d'impact en lien avec les départements « études et prospectives » des deux ministères.

Article 3 – PUBLICS VISÉS

Les principaux publics visés par les activités de l'INSEAC sont notamment :

- les étudiants et/ou adultes :
 - en formation initiale pour les métiers de l'enseignement ;
 - en master spécialisé en médiation culturelle ;
 - en parcours licence et suivant des UE en EAC ;
 - des établissements d'enseignement supérieur sous tutelle du ministère de la Culture ;
 - en préparation du Diplôme national des métiers d'art et du design (DN MADE) ;
 - artistes intervenants en milieu scolaire ou en cours de formation à cet effet ;
- les professeurs des écoles, certifiés, PLP et agrégés, en formation continue ou en formation de formateurs, dans le cadre du programme national de formation et en concertation avec la direction générale de l'enseignement scolaire ;
- les artistes impliqués dans l'EAC, en lien avec leur travail de création ;
- les personnels et médiateurs culturels responsables des services des publics dans les établissements culturels (théâtres, musées, villes et pays d'art et d'histoire, SMAC...) ;
- les travailleurs et animateurs socio-éducatifs en charge de médiation culturelle au sein des collectivités territoriales et du monde associatif ;
- les élus locaux en formation dans le cadre des politiques des territoires ;
- les médiateurs territoriaux ;
- les personnels de l'AEFE, des Instituts français et des Alliances françaises ;
- les médiateurs socio-culturels et chargés d'animation jeunesse, salariés du secteur associatif ou des collectivités territoriales ;
- les personnels des DAC des collectivités et notamment des villes labellisées 100% EAC ;
- les référents « culture-santé » et autres acteurs du champ de la santé, du handicap ou du secteur médico-social.

Article 4 – IMPLANTATION

L'INSÉAC est implanté à Guingamp, dans des locaux propriétés de la commune.

Les modalités de mise à disposition de ces locaux à l'INSÉAC sont définies par la convention relative aux moyens de l'INSÉAC.

Les agents sont en résidence administrative à l'INSÉAC sur le site de Guingamp.

Article 5 – GOUVERNANCE

Pour assurer le suivi de la bonne exécution de la présente convention, outre la désignation d'une direction, il est créé un comité d'orientation stratégique et scientifique de l'INSÉAC.

Article 5.1. – DIRECTION DE L'INSÉAC

Conformément au règlement intérieur de Sciences Po Rennes, le directeur de Sciences Po Rennes nomme le directeur de l'INSÉAC après consultation des ministères de tutelle et avis du comité d'orientation stratégique et scientifique. Celui-ci ou son représentant pourra être invité au conseil d'administration de Sciences Po Rennes.

Sous l'autorité du directeur de Sciences Po Rennes, le directeur de l'INSÉAC a la charge :

- d'organiser la mise en œuvre de l'ensemble des actions de la structure, telles que précisées par les présentes stipulations et assure la soutenabilité financière de l'INSÉAC dans le cadre du budget de Sciences Po Rennes ;
- d'assurer le fonctionnement opérationnel de l'INSÉAC ;
- d'élaborer, en coordination avec la Direction Générale des Services de Sciences Po Rennes, le projet de budget annuel qui sera adopté par le conseil d'administration de Sciences Po Rennes et d'assurer sa bonne exécution ;
- de produire un bilan d'activité et un bilan financier annuels, remis aux ministères de tutelle.

La direction de l'INSÉAC est également composée, pour sa mise en œuvre administrative, d'un(e) responsable administratif et financier et installé(e) à plein temps sur le campus de Guingamp.

Article 5.2. – COMITÉ D'ORIENTATION STRATÉGIQUE ET SCIENTIFIQUE

Le comité d'orientation stratégique et scientifique assure la coordination et le suivi des actions concourant aux missions de l'INSÉAC.

Le comité d'orientation stratégique et scientifique est composé :

- du délégué interministériel à l'éducation artistique et culturelle, qui le préside ;
- du directeur de Sciences Po Rennes ;
- du directeur de l'INSÉAC ;
- d'un représentant du ministère de l'éducation nationale ;
- d'un représentant du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- d'un représentant du ministère de la culture ;

- de trois personnalités qualifiées, expertes en EAC, nommées respectivement par le ministère de la culture, le ministère de l'éducation nationale et le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le comité d'orientation stratégique et scientifique se réunit au moins deux fois par an ou sur simple demande d'un de ses membres, adressée conjointement au président du comité et au directeur de Sciences Po Rennes.

Chaque partie est libre de remplacer son représentant désigné à tout moment, sous réserve d'en informer préalablement les autres parties. Les personnalités qualifiées sont désignées pour une période de trois ans renouvelable une fois, par courrier adressé conjointement au président du comité et au directeur de Sciences Po Rennes.

Les missions du comité sont les suivantes :

- porter un avis sur les bilans annuels de l'INSÉAC ;
- sur cette base, fixer des objectifs annuels ou pluriannuels en accord avec les priorités interministérielles en matière d'éducation artistique et culturelle ;
- assurer le suivi des actions de recherche et définir les orientations scientifiques ;
- définir les programmes de formation et veiller à leur soutenabilité budgétaire ;
- assurer la validation stratégique et scientifique des documents et rapports établis dans le cadre des activités publiques de l'institut ;
- veiller à l'articulation des projets de l'institut avec les différents schémas directeurs et initiatives publiques incluant une composante d'EAC, à l'échelon national et territorial ;
- définir une politique de communication et de diffusion auprès des publics ciblés permettant le rayonnement national de l'INSÉAC ;
- assurer le suivi de l'utilisation des moyens de fonctionnement de l'institut.

Les avis du comité sont rendus à la majorité absolue, avec voix prépondérante du président en cas de partage égal des voix.

Article 6 – MOYENS

Sciences Po Rennes dispose de moyens humains, financiers, ou en nature, qu'il consacre à l'INSÉAC alloués notamment par les ministères, par des partenaires, et complétés par des ressources propres. Des dons et legs fléchés peuvent être dédiés à l'INSÉAC.

Les apports de moyens des ministères et des partenaires de l'INSÉAC sont prévus dans la convention relative aux moyens de l'INSÉAC.

En cas d'extension des missions de l'INSÉAC, des moyens complémentaires pourront être apportés par les parties prenantes pour accompagner le déploiement de ces missions de l'INSÉAC dans le cadre du comité d'orientation stratégique et scientifique.

L'ensemble des moyens, ressources, charges et produits prévisionnels figureront dans des conventions spécifiques établies.

Article 7 – DURÉE

La convention prend effet pour une durée de cinq ans à compter du lendemain de la date de publication au recueil des actes administratifs de Sciences Po Rennes.

Elle est renouvelable par reconduction expresse.

Article 8 – RÉVISION ET RÉSILIATION

Toute demande de révision de la présente convention par une partie signataire doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception auprès de Sciences Po Rennes, assortie de tous justificatifs de nature à étayer ladite demande.

Le cas échéant, tout accord des parties portant modification de la présente convention donnera lieu à la conclusion d'un avenant à la présente convention.

La convention peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve de respecter un préavis de trois mois. En cas de rupture de cette convention, les engagements financiers demeurent à la charge des parties.

Par ailleurs, la convention est résiliée de plein droit dans l'hypothèse où la structure spécifique ne serait pas créée pour quelque raison que ce soit ou dans l'un des cas suivants :

- la structure spécifique cesse d'exister pendant la durée de la présente convention,
- les grands axes juridiques qui la définissent sont substantiellement remis en cause pour quelque raison que ce soit,
- il est mis fin d'un commun accord entre les parties à la présente convention.

Article 9 – VALIDITÉ

Au cas où l'une quelconque des clauses de la convention est déclarée nulle ou inapplicable par quelque juridiction que ce soit, et ce, par une décision définitive, cette clause est supprimée sans qu'il en résulte la nullité de l'ensemble de la convention dont toutes les autres clauses demeurent pleinement en vigueur.

Toutefois, dans le cas où la nullité ou l'inapplicabilité d'une clause de la convention affecte l'équilibre juridique et/ou économique de l'INSEAC, les parties conviennent de se rencontrer afin de substituer à ladite clause une clause valide qui lui soit aussi proche que possible tant sur le plan juridique qu'économique.

Article 10 – LITIGES

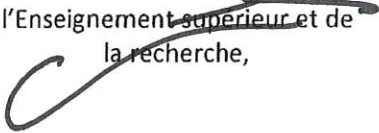
Les parties conviennent que les éventuels différends qui viendraient à se produire à propos de la validité, de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution, de l'interruption ou de la résiliation de la présente convention, font l'objet d'une tentative de règlement amiable entre elles. Tout litige n'ayant pu être réglé à l'amiable est porté devant le tribunal administratif de Rennes.

Article 11 – NOTIFICATIONS

Les notifications aux fins des présentes se font par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par courrier électronique selon leur objet, aux adresses spécifiées ci-dessus dans la présentation des parties.

Fait en quatre exemplaires à Paris, le **- 4 SEP. 2025**

La Ministre d'État, ministre de
l'Éducation nationale, de
l'Enseignement supérieur et de
la recherche,



Elisabeth BORNE



La Ministre de
la Culture,



Rachida DATI

Le président de l'Université de
Rennes,

David ALIS



Le Directeur de Sciences Po
Rennes,

Pablo DIAZ

